

GUENANGE, le 22 Mai 2018



DÉPARTEMENT DE LA MOSELLE  
Ville de Guenange

Monsieur **LA VAULLEE Jean pierre**,  
**Maire de GUENANGE**

A

**M. Le Préfet de la Moselle**  
**à METZ**  
09, Place de la Préfecture  
**57034 METZ**

**REF : 173 / 2018 – JPLV/DSS**

**Objet :** Rapport sur l'emploi des caméras individuelles par les agents de police municipale.

**Référence :** Décret n° 2016-1861 du 23 décembre 2016 fixant les conditions de l'expérimentation de l'usage de caméras individuelles – Article L 241-1 du Code de la sécurité Intérieure.

**Arrêté n° 2017 – CAB/PA – 172 du 19 mai 2017 de M. le Préfet de la Moselle.**

Monsieur le Préfet,

Par arrêté en date du 19 mai 2018, les agents de police municipale de la ville de GUENANGE, travaillant également au profit des communes de BOUSSE, BERTRANGE, et RURANGE les THIONVILLE dans le cadre d'une entente intercommunale, ont été autorisés à porter durant leur service, une caméra individuelle. L'ensemble des conditions d'emploi et utilisation ont été respectés par notre service de police municipale.

Deux caméras individuelles ont été mises à la disposition des cinq agents de police municipale conformément aux préconisations de l'arrêté préfectoral.

Agissant au sein de quartiers difficiles de la ville de GUENANGE, « Quartier Politique de la ville », les interventions des agents ont été plus apaisées, dès lors leur caméra était identifiée ou que les agents en indiquaient leur mise en service. Différentes mises en fonction ont été effectuées lorsque certains contrevenants ont été amenés à hausser le ton, sans commettre d'outrage. La présence de ces caméras a permis que les interventions se déroulent dans de meilleures conditions, les contrevenants récalcitrants comprenant que cette preuve serait difficilement contestable.

Aucune procédure judiciaire, administrative, ou disciplinaire n'a été établie sur le déroulement d'interventions difficiles pour laquelle l'extraction des enregistrements auraient été requises par les enquêteurs.

Le travail des agents de police municipale s'opèrent en tout lieu et toute heure, et cet équipement constitue un moyen de prévention non négligeable lors d'interventions de voie publique. Aujourd'hui, chacun utilise son téléphone portable pour apporter la preuve de sa bonne foi, aussi légaliser le port de cette caméra aux agents constitue un moyen de sécurisation et de preuve pénale.

Veuillez recevoir Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments respectueux.

Le Maire,  
**LA VAULLEE Jean Pierre**

